

Regard sur la société sud-africaine post-apartheid

Elie MAMBOU

Université de Rouen

Résumé

L'Afrique du Sud a longtemps été caractérisée par le développement séparé des différents groupes sociaux qui y vivent. Pendant plusieurs décennies, la société sud-africaine a été polarisée et racialement stratifiée. Il s'y était établie une certaine hiérarchie sociale au sommet de laquelle se trouvaient les Afrikaners (ou les descendants des pionniers européens) et qui semblaient bénéficier de tous les privilèges. Aussi, cette politique institutionnalisée de séparation ethnique et géographique au sein d'un même État n'était pas sans conséquences sur certaines catégories de populations. Cet article s'intéresse à la période qui suivit la fin de l'apartheid [1] et l'élection de Nelson Mandela à la tête de ce pays. Il évalue la situation socio-économique du groupe social majoritaire et s'interroge sur les perspectives d'avenir des jeunes des townships dans ce grand pays d'Afrique qui organise la coupe du monde de football en juin 2010.

Mots clés : Afrique australe – apartheid – économie – groupes sociaux – géopolitique

Key Words: Southern Africa – Apartheid – Economy – Social groups – Geopolitics

Introduction

Avec l'avènement de la coupe du monde de football en Afrique du Sud, nombre d'écrivains ont vu le jour. Ils émanent notamment de journalistes et de quelques universitaires tels que Stephen Smith, Neville Alexander, Rupert Taylor, Mark Shaw, Heribert Adam, Anthony Richmond, et bien d'autres. Il me paraît essentiel d'examiner de façon critique leurs points de vue et d'étudier, d'une manière objective, la société sud-africaine depuis 1994, date à laquelle Nelson Mandela a été élu Président du pays. C'est pourquoi j'aborderai les thèmes suivants :

- . Les relations interethniques dans ce pays
- . La situation économique et sociale du groupe social majoritaire
- . L'émigration de certains Sud-Africains vers la Grande Bretagne et vers l'Amérique du Nord
- . Les perspectives de la jeune génération des townships, près des grandes villes du pays.

En effet, il a fallu attendre 1991 pour que le gouvernement de Prétoria décide de mettre fin à la politique de ségrégation raciale en vigueur depuis 1948 dans les écoles publiques [2], les églises, les transports en commun et dans les hôpitaux publiques. C'est donc de la période post-apartheid qu'il conviendrait de parler.

Les relations interethniques en Afrique du Sud post-apartheid

En 1989, suite au vent de libéralisation qui a soufflé sur l'Afrique du Sud comme sur d'autres pays tels que le Togo, le Congo-Brazzaville et la République démocratique du Congo, certains leaders politiques ont saisi l'occasion pour tenter de remettre en cause l'ordre préétabli.

Le 11 février 1990, Nelson Mandela a été libéré après 27 ans d'incarcération au pénitencier de Robben Island avec six activistes de l'African National Congress (ANC). Le 27 avril 1994, son parti politique l'ANC a remporté les élections présidentielles et c'est tout naturellement que Mandela a été élu Président d'Afrique du Sud. De ce point de vue, il a écrit une nouvelle page de l'histoire sud-africaine. Mais la tâche s'est avérée difficile pour le nouveau Président. En effet, en tant que dirigeant d'un pays meurtri et profondément divisé, Madiba (son nom de clan xhosa)

avait la lourde mission de rééquilibrer les choses. Les attentes suscitées par l'accession de l'ANC au pouvoir étaient de ce fait considérables.

Le nouveau Président devait, d'une part, apaiser la colère de la masse populaire noire qui voulait se venger des exactions et des injustices subies pendant plusieurs décennies, redonner confiance aux populations des townships, et d'autre part, éviter d'attiser la haine entre les différents groupes sociaux. Sa stratégie politique tendait à ne pas s'aliéner de son groupe social et de la communauté internationale. D'un point de vue géopolitique, il a fallu aussi faire sortir l'ex-pays de l'apartheid de son isolement international et redéfinir les rapports asymétriques que l'Afrique du Sud entretenait avec ses voisins immédiats.

Mandela a opté pour « le pardon » et l'apaisement des tensions afin de favoriser un climat de réconciliation intérieure, car le pays était au bord d'une guerre civile, d'autant plus que la minorité blanche détenait encore le pouvoir économique. La Commission Vérité et Réconciliation, la nomination de Frederik Willem De Klerk comme Vice-président de Mandela et l'attribution de quelques postes ministériels aux anciens membres du gouvernement de De Klerk traduisent bien cette volonté de réconciliation nationale. Il s'agissait de renoncer à la violence, de travailler ensemble et « d'oublier » le passé pour le bien commun de la nouvelle Afrique du Sud multiraciale. C'est ce qu'Oliver Tambo, ancien compagnon de lutte de Mandela appelait « la politique du bon voisinage ».

Certains anciens guérilleros de l'ANC, résistants et activistes anti-apartheid de l>Inkhata ont dû apprendre à cohabiter avec ceux qui, quelques années auparavant, les traquaient pour les torturer avant de les incarcérer. La dynamique politique interne paraissait, de ce point de vue, plus déterminante.

L'accélération de la politique sud-africaine de réformes, l'ouverture de négociations avec les autres groupes belliqueux (comme les Zoulou Inkhata), la renonciation à l'utilisation de la violence au début d'août 1990 ont incontestablement accéléré la redéfinition des priorités diplomatico-stratégiques du nouveau gouvernement. De même, l'abolition officielle de l'apartheid, en 1991, a permis de normaliser les relations entre l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique. En outre, l'attribution du prix nobel de la paix à Frederik De Klerk et à Nelson Mandela le 15 octobre 1993 témoignait mieux que tout autre événement des progrès accomplis dans le sens d'une nouvelle donne en Afrique australe. Mandela, premier Président démocratiquement élu déclarait en 1994 :

Nous nous sommes engagés à construire la société dans laquelle tous les Sud-Africains, qu'ils soient blancs ou noirs, pourront marcher la tête haute, sans peur dans leur coeur, sûrs de leur droit inaliénable à la dignité humaine – une nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et avec le monde. [3]

Au cours de la même année, le pays a adopté un nouvel hymne national (qui n'est autre que celui de l'ANC en 1925) « *Nkosi sikeleli Africa* », « Que Dieu bénisse l'Afrique, qu'il bénisse son peuple, qu'il sauve notre nation, qu'il mette fin à la guerre et aux conflits armés ». En 1996, il a doté le pays d'une des Constitutions les plus démocratiques du monde.

La nation arc-en-ciel harmonieuse est-elle une utopie ou une réalité ?

Il est nécessaire d'examiner les fondements politiques de la nouvelle nation sud-africaine. En fait, bien que terminée, la politique ségrégationniste développée par les nationalistes Afrikaners au milieu du XXe siècle a laissé des séquelles sur les populations noires, métisses et indiennes d'Afrique du Sud. Celles-ci ont été frustrées pour ainsi dire par des années d'apartheid. Dans son ouvrage intitulé *An Ordinary Country*, publié en 2003, le sociologue Neville Alexander ne voit la nation arc-en-ciel incarnée qu'en Nelson Mandela et la génération des ex-prisonniers de l'ANC, la vieille garde qui en a rêvé pendant des décennies derrière les barreaux de l'apartheid. Car la nation sud-africaine demeure profondément divisée. D'une manière générale, Alexander pose un regard pessimiste sur la société sud-africaine post-apartheid. En cela, il partage la vision des intellectuels comme Mark Shaw et Anthony Richmond sur cette société.

Dans ce pays doté d'infrastructures et de richesses minérales importantes où la majorité de la population a longtemps été maintenue dans la pauvreté et l'ignorance, l'équation de base est celle-ci : comment assurer le progrès de ses 44 millions d'habitants en organisant le rattrapage historique de la moitié d'entre eux – dont 21 millions de Sud-Africains noirs – qui vit dans l'indigence, sans faire fuir les 5 millions de riches dont 80% sont des Blancs, privilégiés sous l'ancien régime ? Formulée autrement, la gageure consiste à remplir une immense sébile vide à partir d'une mince assiette fiscale qu'il ne faut surtout pas casser. L'indispensable préalable à la résolution de ce casse-tête a été la décision de l'ANC de ne pas régler les comptes du passé. Ce choix est beaucoup moins évident que la jubilation universelle sur la Réconciliation nationale en Afrique du Sud ne le fait croire. Car pour qu'il

puisse y avoir réconciliation, encore eût-il fallu que la vérité sur le passé fût établie et reconnue de tous, que les crimes de l'apartheid fussent punis et leurs victimes indemnisées. Du moins si l'on s'en tient à l'esprit et à la lettre de la justice internationale, qui condamne l'impunité et professe que rien de durable ne pourra être bâti, si le devoir de mémoire n'a pas été accompli.

Cependant, en dépit des clivages politiques, économiques, sociaux et linguistiques, le pays semble être uni autour du sport, et en particulier, autour du rugby et du football. Ce fut le cas lors de la victoire des *Springboks* en coupe du monde de rugby face à la Nouvelle Zélande en 1995, et en football, de celle des *Bafana-bafana* en coupe d'Afrique des nations. Ces deux événements sportifs ont montré à la population sud-africaine qu'elle pouvait dépasser les clivages raciaux et sociaux.

De plus, le Ministre des sports du gouvernement de Thabo Mbeki et celui de son successeur (Jacob Zuma) ont subventionné de nombreux projets de création de centres d'entraînement au football et au rugby pour les Jeunes à East London, à Port Elizabeth, à Pretoria, au Cape Town, à Johannesburg et à Durban. L'objectif étant d'intégrer les jeunes par le sport. Cette initiative sera développée dans la dernière section de cette étude.

Établir les fondements d'une cohabitation plus ou moins harmonieuse des groupes sociaux après plusieurs décennies d'antagonisme et d'inégalités économiques, techniques et financières n'est pas une chose aisée. Pour les nouveaux dirigeants de l'ANC, la réforme s'est imposée d'emblée comme une priorité absolue pour le pays. Mais les limites qu'impose toute redéfinition des rapports entre groupes sociaux sont claires : l'intégration économique et politique des populations opprimées dans l'espace sud-africain.

Première puissance économique du continent africain, l'Afrique du Sud dispose de nombreux atouts. Son sous-sol recèle d'immenses réserves de pétrole (Karoo), de platine, de titane, de chrome, de vanadium, de manganèse, de spath fluor, et de nombreuses autres ressources naturelles tels que : l'or, le diamant, le cuivre et le zinc. Certains joailliers de la place Vendôme (Paris), de la Cinquième Avenue (New York) ou ceux d'Anvers en Belgique vont régulièrement s'approvisionner dans ce pays, si l'on en croit le magazine *Jeune Afrique*.^[4] En outre, l'Afrique du Sud possède de grands parcs ainsi que de nombreux animaux sauvages. Son économie est basée en partie sur le tourisme. C'est le cas des villes comme Dundsbai, King William's Town

et le Cap. Parmi les activités que ces villes proposent aux touristes figure la plongée en cage avec les requins. Le secteur minier entre pour environ 80% dans les revenus d'exportation de ce pays, qui est le quatrième producteur de minerais non énergétiques du continent et le cinquième producteur mondial d'uranium.

Son développement économique et ses richesses attirent de nombreux migrants. Au cours de ces cinq dernières années, l'Afrique du Sud a connu de nombreux flux migratoires en provenance des pays voisins comme le Mozambique, le Zimbabwe, l'Ouganda, le Malawi, ou le Congo démocratique. Les groupes « historiquement désavantagés », c'est-à-dire, la majorité noire (79% en 2000), les Métis (2.6%) et les Indiens (1.1%) ont tendance à être hostiles à l'arrivée de ces étrangers.[5] En juin 2006, Johannesburg a été le théâtre de nombreux échauffourées entre certains Sud-Africains et des migrants venus chercher du travail et de meilleures conditions de vie. Des conflits ont également éclaté entre Sud-Africains et Migrants dans d'autres grandes villes du pays en 2007. Chaque année, plus de 100 000 illégaux – 180 000 en 1998, 157 000 en 2001, 160 000 en 2007 – sont expulsés du territoire sud-africain. En train, par wagons entiers, des Mozambicains et des Zimbabwéens sont ramenés à leurs frontières. Une barre électrifiée de 200 kilomètres, que l'ANC avait envisagé en 1995 de mettre sur le mode « mortel », avant d'abandonner l'idée et de la laisser sur le mode « alarme », vise à les empêcher de revenir.

La situation économique et sociale du groupe social majoritaire en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud se caractérise par d'importantes richesses minières. C'est le seul pays africain qui est membre du G20. Cependant, pour un pays dit « émergent », l'Afrique du Sud n'affiche pas les taux de croissance et d'investissements requis pour résorber la pauvreté structurelle de la plus grande partie de sa population. D'un point de vue sociologique, le pays doit relever plusieurs défis. L'injustice, la pauvreté et l'insécurité dans les townships constituent un obstacle à la réalisation de l'unité du pays. Or, la sécurité s'avère être une garantie pour les milieux d'affaires et pour les investisseurs. Il est difficile d'attirer des partenaires économiques potentiels dans un climat d'insécurité permanent. La question se pose : Vingt ans après la libération de

Mandela, où en est-on avec le rêve d'une Afrique du Sud libre de toute forme de ségrégation ?

Aborder cette question revient en fait à explorer deux perspectives : économique et sociale. Si le pays dispose d'atouts naturels considérables, la grande majorité de la population n'en profite pas. Vingt ans après la déségrégation, la situation économique et sociale des populations des bidonvilles situés près des grandes agglomérations du pays ne semble pas avoir changé. Pauvreté, sida et criminalité constituent les principaux fléaux auxquelles la société sud-africaine post-apartheid doit faire face.

Même si les lois ségrégationnistes instaurées en 1948 ont été abolies dans ce pays, la situation économique de la majorité des autochtones ne s'est pas améliorée pour autant. D'ailleurs, à maintes reprises, la politique économique et sociale de Mandela, le 10e Président de la République d'Afrique du Sud, a fait l'objet de critiques. Il a été critiqué notamment pour l'absence d'efficacité de la politique de son gouvernement dans la lutte contre l'épidémie du sida. Pendant son mandat, le pourcentage de femmes enceintes séropositives a triplé, passant de 7.6 à 22.8% et le nombre de morts estimé par an a passé la barre des 100 000 en 1999. Il faudra sans doute plusieurs années pour réduire la pauvreté dans les Bantoustans ou dans les townships situés à la périphérie de Johannesburg et de Durban.

La situation économique dont les nouveaux dirigeants ont hérité n'en est pas moins extrêmement fragile, et les problèmes sociaux à résoudre particulièrement aigus. Bien que le revenu par tête d'habitant paraisse considérable (2000 dollars), ce chiffre recouvre une répartition très inégale des richesses. L'Afrique du Sud est un pays où semble prédominer davantage la diversité culturelle et les inégalités sociales. Si la réforme agraire demeure un sujet de contentieux, certains politiciens n'hésitent pas à l'évoquer lors de meetings. Elle pourrait toutefois faire l'objet de négociations. Visiblement soucieux de conserver à court terme le contrôle de la situation, le gouvernement sud-africain a néanmoins promis aux populations des zones rurales de reconsidérer la question. Pour le nouveau gouvernement, la réforme agraire représente l'une des questions les plus épineuses à résoudre. Quelques 50 000 fermiers blancs détiennent près de 80% de la propriété privée des terres. À peine 2% des terres envisagées par la réforme agraire ont été effectivement distribuées.[6] Certains ruraux demandent au nouveau gouvernement d'accélérer le processus de restitution des terres spoliées sous l'apartheid.

La société sud-africaine est aussi en proie à la violence, à la criminalité et à l'homophobie. La criminalité en Afrique du Sud ne cesse de croître. 20 000 personnes y sont assassinées en moyenne par année, près de 15 000 braquages de voitures à main armée s'y produisent, dont 60% des cas dans les seules provinces autour de Johannesburg et de Durban et environ 300 cambriolages. Ce sont là les chiffres publiés par la presse en décembre 2009 ; les statistiques de la police nationale au sujet de l'insécurité étant désormais des secrets d'État. Depuis 2004, Johannesburg occupe la première place des villes les plus dangereuses d'Afrique, suivies de Lagos et Kinshasa. Il y a environ 50 meurtres par jour dans cette ville. Le meurtre d'Eudi, un jeune Sud-Africain et celui d'un prêtre français à la suite d'un braquage en novembre 2009 dans un bidonville de Johannesburg témoignent de la violence qui règne encore dans certaines zones urbaines du pays. Entre 2000 et 2005, près de 70 fermiers blancs ont été assassinés en Afrique du Sud. D'aucuns dénoncent l'indifférence, voire l'incompétence de la police à lutter contre l'insécurité. Les perspectives de la « *Free generation* » (c'est-à-dire, les jeunes Sud-Africains nés pendant la période post-apartheid) semblent être sombres. Je reviendrai sur ce point plus loin. À cela s'ajoutent un taux de chômage important (environ 60% de la population active dans certains townships) et des difficultés, pour certains salariés, à joindre les deux bouts, compte tenu des rémunérations jugées trop basses dans certains secteurs d'activité. [7] Pour prendre un exemple, en août 2009, les ouvriers du bâtiment de la capitale se sont lancés dans une guerre sociale ouverte. Ils revendiquaient l'augmentation de leurs salaires. On peut également évoquer la guerre fratricide et les soubresauts qui ont agité le pays au cours des années postérieures à 1990. Le gouvernement a fait face à de nombreuses grèves d'ouvriers au cours de ces dernières années et on arrive parfois à des situations explosives. Dans de telles conditions, il est difficile pour les autorités locales de garantir la paix sociale. 20 millions de Sud-Africains vivent avec moins de deux euros par jour. La pauvreté touche dorénavant tous les groupes ethniques. Les organismes sociaux estiment à environ 400 000, le nombre de Blancs qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Confrontés au problème du chômage, certains Blancs à la recherche d'un emploi parlent de « racisme à l'envers ».

Il y a une corrélation entre le chômage et l'éducation. En effet, le manque de formation ou de qualification adéquate empêche beaucoup de Sud-Africains résidant dans des zones défavorisées de trouver un emploi. La question des inégalités est loin

d'être résolue. Le fossé continue de se creuser entre les Sud-Africains aisés et ceux qui n'ont rien. Même si la ségrégation a cessé dans l'enseignement, l'école – même publique – reste payante, et 16% des enfants âgés de six à quatorze ans ne sont pas scolarisés. D'autre part, les écoles situées dans les townships sont particulièrement pauvres et sous équipées. Elles ne peuvent prétendre garantir aux jeunes, une véritable formation. L'environnement social de ces Jeunes est loin d'être propice aux études (drogue, criminalité....).

En même temps, la formation d'une classe moyenne noire s'est spectaculairement accélérée. L'élite noire a doublé ses revenus entre 1997 et 2001. Le pays a vu l'émergence d'une bourgeoisie noire au cours de ces dix dernières années et celle-ci réside dans les faubourgs cossus. C'est le cas des « Black Diamonds » qui habitent à Sun Town. 40% d'entre eux sont des ex-Sud-Africains de la diaspora qui, ayant fait fortune à l'étranger, ont décidé de revenir au pays pour y investir dans des secteurs prometteurs comme le commerce, l'industrie et la finance. D'autres sont partis de rien avant de prospérer dans les affaires et gravir les échelons. Mais il faut évoquer également l'apparition à l'Ouest de Johannesburg, du Cape Town et dans le Sud d'East London, des quartiers résidentiels sécurisés similaires aux « *Gated Communities* » américaines. Il s'agit en effet de zones urbaines où résident les populations aisées et celles-ci font assurer leur sécurité par des milices privées. De même, à Durban, les riches se regroupent dans des « *townhouses* » ou « *clusters* », les noms des lotissements ou complexes d'appartements qui sont protégés d'un mur d'enceinte et d'un système de sécurité et de gardiennage communs.

L'émigration vers la Grande Bretagne et l'Amérique du Nord.

Selon une étude de l'Université d'Afrique du Sud (Unisa) de mai 2002, près de 100 000 Sud-Africains ont quitté le pays entre 1998 et 2001, pour la plupart d'entre eux à destination de la Grande Bretagne, des États-Unis et du Canada. Pour citer quelques exemples, C'est en Floride, dans cet État de la *Sunbelt* que réside près de la moitié (49%) des migrants originaires d'Afrique du Sud. 34% des résidents de Brixton à Londres sont d'origine sud-africaine. Toujours selon l'Unisa, la majorité des émigrants (60%) expliquent leur décision par la peur de l'insécurité, par les ravages du sida, la dégradation des services publics ainsi que de meilleurs salaires et

perspectives de carrière dans les pays d'accueil. Dans un État sud-africain où le maintien de l'ordre s'est ainsi « privatisé », il n'est pas facile de trouver, et de protéger, des témoins prêts à aller jusqu'au bout d'une procédure judiciaire. Dans les villes sud-africaines, la lutte des classes et de groupes sociaux se confond avec la criminalité qui frappe – quoique de façon très inégale – toutes les composantes de la société.

L'émigration (en particulier la fuite des « cerveaux ») se révèle être un nouveau défi à relever pour le pays. À titre d'exemple, au cours du premier semestre 2002, à la suite de la dépréciation – de 39% - de la monnaie nationale dans la panique de l'après 11 septembre, le nombre de personnes qualifiées en partance a augmenté de 18%. 14% des diplômés de l'enseignement supérieur (tous groupes sociaux confondus) partent s'installer à l'étranger.[8] C'est pourquoi, les Universités sud-africaines connaissent depuis cinq ans une pénurie d'enseignants-chercheurs. Par exemple, 45% des enseignants de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg et 38.5% de ceux de l'Université de Free State sont d'origine étrangère.

S'il est un secteur où l'on peut parler d'exode, c'est le système de santé publique. En moyenne, environ 450 infirmières quittent le pays tous les ans. Un quart des médecins formés entre 2000 et 2005 est déjà parti ; dans la province de Gauteng, la zone la plus industrialisée autour de Johannesburg et Pretoria, 6000 professionnels de la santé ont migré vers l'Europe au cours de la même période. Les autorités politiques ne parviennent pas à enrayer le mouvement. Dans un pays qui ne compte pas plus de 18 000 médecins, la situation est préoccupante pour l'administration ANC. Certains hôpitaux, dans des zones rurales où de nombreux professionnels ne veulent être affectés, sont désormais condamnés à fonctionner sans infirmières. Au coeur de la province du Cap oriental (l'ex-Transkei), l'hôpital de Mount Fletcher ne compte que deux médecins pour un district de 250 000 habitants.

L'émigration des médecins vers l'Europe et l'Amérique du Nord a un impact négatif sur l'économie du pays. Le Ministère de la santé a dû faire venir, par vagues successives, des médecins cubains : en juillet 2006, 30 nouveaux arrivants se sont ajoutés aux 400 exerçants déjà en Afrique du Sud. Pendant ce temps, d'après le *Journal de l'Association médicale canadienne*, plus de 1500 médecins sud-africains exercent leur métier au Canada. Dans la province du Saskatchewan (à l'Ouest du Canada), un médecin sur cinq est originaire d'Afrique Sud.

Mais cette fois-ci, il ne s'agit pas de migrations forcées comme au temps de l'apartheid. Il faut rappeler que les Afrikaners au pouvoir avaient exercé une oppression sur un grand nombre de Sud-Africains et ceux-ci ont dû quitter leur pays pour trouver refuge dans des pays étrangers.[9]

Quelles perspectives pour les Jeunes sud-africains ?

Aujourd'hui, il y a une multitude d'associations et d'organisations caritatives sud-africaines qui tentent d'aider les Jeunes des townships de Johannesburg, d'East London et du Cape Town, à s'intégrer par le sport. Parmi elles la Fondation Nelson-Mandela et SOS Villages d'Enfants qui oeuvrent en faveur de l'éducation dans les zones urbaines déshéritées. Elles subventionnent la création des espaces d'entraînement, des terrains de jeux et fournissent des équipements de sport à ces Jeunes. L'objectif étant d'occuper les enfants orphelins, déscolarisés et désocialisés afin qu'ils ne puissent pas errer dans les rues et commettre des vols et des agressions.

L'intégration par le sport des Jeunes dans les townships

Le sport est à certains égards un puissant facteur d'intégration sociale. Le recrutement de milliers d'ex-sportifs de haut niveau témoigne d'une volonté du Ministère sud-africain des Sports d'intégrer les Jeunes des townships par le sport. C'est dans cet objectif que 14 000 Jeunes ont été recrutés, en 2005, pour animer des clubs sportifs dans des zones urbaines défavorisées et entraîner les Jeunes à l'athlétisme. Ces entraîneurs et animateurs sportifs font en sorte que les Jeunes aient d'autres occupations que l'errance.

La salle de sport a une véritable fonction sociale et éducative, les rapports sociaux se tissent au sein et autour de la salle d'entraînement. Sa fonction première est de transmettre et d'inculquer une compétence sportive. Dans certains quartiers populaires en Afrique du Sud, la salle de sport protège de la rue et joue le rôle de bouclier contre la violence dans les faubourgs des grandes villes et les pressions de la vie quotidienne. Le sport apporte certaines valeurs (la fraternité, l'esprit collectif, etc.). À travers le sport, les entraîneurs inculquent aux Jeunes, entre autres, la discipline, la maîtrise de soi, l'esprit d'équipe, l'attachement au groupe, le respect d'autrui comme le respect de soi et développent la sociabilité. C'est à ce titre et selon

toute vraisemblance qu'un certain nombre d'anciens sportifs de haut niveau issus des townships ont été recrutés par des Associations pour exercer les fonctions d'animateurs sportifs dans des salles de sport, et par le biais du sport, remplir une mission éducative. 30% d'entre eux viennent d'Alexandra, un immense quartier noir de Johannesburg ; 25% de Soweto, dans la banlieue de cette grande ville ; 15% de Sharpeville, un township industriel ; et 12% de Kwamashu, un township situé à la périphérie de Durban. [10]

Le sport permet à certains Jeunes nés et enfermés dans des zones urbaines honnies et dangereuses, d'échapper aux « mauvais sorts » que la culture et l'économie de la rue leur réservent. Dès lors, on comprend l'attachement que nombre d'entre eux portent à leur salle de sport qu'ils comparent volontiers à une « seconde famille » et même à une « seconde mère », ce qui dit bien la fonction protectrice et nourricière qui est sienne à leurs yeux. [11]

Le trafic de la drogue constitue la seule source de revenus pour bon nombre de Jeunes des townships, en particulier ceux de Soweto. Dans cette zone, l'économie de la drogue s'accompagne également d'une violence implacable. La moitié des adultes n'ont pas achevé leurs études secondaires et un tiers des ménages vivent en deçà du seuil officiel de pauvreté (23 000 rands annuels (environ 2700 euros), et massivement exclus du marché du travail.[12] La salle de sport donne aux Jeunes de ces quartiers le choix de faire quelque chose de positif, au lieu de traîner au coin des rues. Les centres d'entraînement au football, à l'athlétisme et au rugby offrent désormais aux Jeunes issus des townships un exutoire aux dangers et aux tentations de la rue, un rempart contre l'insécurité qui règne dans le quartier – un rempart contre l'envie de se mêler aux activités risquées et illicites. Le paupérisme, le nombre croissant de familles monoparentales, d'enfants orphelins (ils ont perdu leurs parents à cause du sida), la violence endémique et l'insécurité sont des caractéristiques essentielles des townships, où des gangs se disputent le contrôle de ces territoires à l'abandon. Le banditisme et la criminalité ont pris une telle ampleur que ces quartiers sont devenus des territoires de non-droit.

Conclusion

Si l'Afrique du Sud a connu des changements politiques, il n'en demeure pas moins que la grande majorité des populations se trouvent toujours confrontées à de nombreuses difficultés socio-économiques. L'ANC au pouvoir depuis bientôt deux

décennies ne semble pas avoir réussi à résoudre les problèmes d'insécurité, de chômage, de logement, de manque d'électricité et d'eau courante, en particulier dans les zones défavorisées des grandes villes du pays. C'est dans ce contexte économique et social difficile que va se dérouler la coupe du monde de football cette année. Le pays ne saurait être considéré comme une véritable unité culturelle. La situation sociale est explosive dans les townships. Ces zones urbaines sont une poudrière qui peut exploser à tout moment. La criminalité (vols, agressions, meurtres) y a acquis droit de cité. D'autre part, le sida continue de faire de nombreuses victimes dans le pays, car pour les revenus modestes le coût du traitement demeure inabordable.

Pourtant le pays, comme je l'ai dit plus haut, dispose de gisements de diamants parmi les plus riches du monde ; il produit aussi d'importantes quantités de zinc, étain, plomb, cuivre, argent, or, et tungstène. Cependant, les recettes générées par les ressources minières du pays ne profitent guère à tous les Sud-Africains eu égard à la corruption de certains politiciens. De nombreux intellectuels sud-africains (dont l'écrivaine Nadine Gordimer) dénoncent l'incompétence des élus locaux, l'inefficacité des politiques mises en place par le gouvernement et l'incapacité de la police à rétablir l'ordre, à endiguer le crime et à assurer la sécurité des populations dans certains quartiers. Formidable enjeu économique, à cause de ses richesses minières – diamants, uranium, métaux rares -, le pays a dû également être confronté à l'afflux de migrants venus d'autres pays d'Afrique et en quête d'une vie meilleure. La question se pose de savoir si l'idéal de la nation arc-en-ciel ou cette société libre et démocratique dans laquelle toutes les personnes vivraient ensemble en harmonie et avec les mêmes opportunités s'est vraiment réalisé.

Notes

1. « Apartheid » signifie le développement séparé des groupes sociaux. Ce concept ainsi défini recouvre une discrimination institutionnalisée dans plusieurs domaines. Par exemple, il y avait, en Afrique du Sud, des écoles réservées aux Indiens, aux Noirs et aux Blancs. Il serait aisé d'appliquer la définition d'apartheid à d'autres secteurs (lieu de résidence, loisirs...).

2. Cf. *Jeune Afrique* n°2564 février-mars 2010, 23.

3. *Ibid.*

Le point de vue de Nelson Mandela a été approuvé par Cyril Ramaphosa, ancien secrétaire général du syndicat des mineurs noirs, grande figure de la résistance intérieure, principal négociateur de la transition pacifique et un Venda, une ethnie du Nord du pays.

4. *Ibid.*, 76.

5. Takougang, 2003, 12.
6. Lodge, 2003, 18.
7. *Ibid.*
8. *Jeune Afrique, op. cit.*, 18.
9. Parmi les Sud-Africains exilés aux États-Unis d'Amérique, au Canada et en Grande Bretagne, il y avait de nombreux intellectuels noirs tels qu'Alex La Guma, Mphela Makhoba, Dennis Brutus, Ezekiel Mphahlele, Lewis Nkosi, Bessie Head et bien d'autres, qui tentaient de dénoncer le système politique du gouvernement de Prétoria basé sur l'injustice et l'inégalité. Ils ont vu leurs ouvrages censurés. Les uns ont été incarcérés et les autres, persécutés (lettres anonymes, menaces de mort...). Mais aussi, quelques membres des organisations anti-apartheid interdites, dont le Congrès National Africain (ANC). Une fois ces organisations réduites à la clandestinité, certains de leurs dirigeants engagés dans la lutte armée ont été incarcérés. Après des séjours variables dans les geôles ou les camps de détention, beaucoup d'entre eux ont choisi de vivre à l'étranger, d'où ils continuaient à dénoncer l'oppression dont étaient victimes leurs compatriotes.
10. *Ibid.*
11. Mambou, 2008, 276.
12. Lory, 1990, 28.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- Adam, H. & Moodley K. 1993. *The Opening of Apartheid mind: Options for the New South Africa*, Berkeley, University of California Press.
- Alexander, N. 2003. *An Ordinary Country. Issues in the Transition from Apartheid to Democracy in South Africa*, New York, Berghahn Books.
- Coquerel, P. 1992. *Afrique du Sud. L'Histoire séparée*, Paris, Gallimard.
- Crouzel, I. 2003. « Les municipalités en Afrique du Sud : une autonomisation à polarisation variable », *Les Études du CERI*, N°93.
- _____ . 2000. « La "Renaissance africaine" : un discours sud-africain? », *Politique africaine*, N°77.
- Darbon, D. 2000. *L'Après-Mandela : enjeux sud-africains et régionaux*, Paris, Karthala.
- Gervais-Lambony, P. 1998. *L'Afrique du Sud et les États voisins*, Paris, Arman Colin.
- Lodge, T. 2003. *Politics in South Africa: From Mandela to Mbeki*, Cape Town & Oxford, David Philip.
- Lory, G. 1990. *Afrique australe : L'Afrique du Sud, ses voisins, leur mutation*, Paris, Autrement.

- _____ . 1998. *L'Afrique du Sud*, Paris, Karthala.
- Mambou, E. 2008. « La Diaspora africaine aux États-Unis de 1960 à nos jours : intégration et/ou assimilation? » *Thèse de doctorat*. Université de Tours.
- Mbeki, T. 1998. *Africa, The Time Has Come* (selected speeches), Cape Town, Tafelberg.
- Richmond, A. 1994. *Global Apartheid: Refugees, Racism and the New World Order*, Toronto, O.U.P.
- Shaw, M. 2002. *Crime and Policing in Post-apartheid South Africa: transforming under fire*, London, Hurst & Company.
- Smith, S. 2005. *Atlas de l'Afrique*, Paris, Editions Autrement.
- Southall, R. 2001. *Opposition and Democracy in South Africa*, London, Frank Cass Publishers.
- Southey, N. 1998. *A Dictionary of South African History*, Cape Town & Johannesburg, David Philip.
- Sparks, A. 1996. *Tomorrow Is Another Country: The Inside Story of South Africa's Road to Change*, Chicago, University of Chicago Press.
- _____ . 1997. *The Mind of South Africa. The Story of the Rise and Fall of Apartheid*, New York, Knopf.
- _____ . 2003. *Beyond the Miracle*, Johannesburg, Jonathan Ball Publishers.
- Takougang, J. 2003. « Contemporary African Immigrants to the United States », *Irinkerindo: A Journal of African Migration*.
- Tutu, D. 1984. *Prisonnier de l'espérance*, Paris, Bayard.
- Universalia 1990. *Afrique australe*, D.C. Bach.

Reuves et magazines

- Afrique-États-Unis*, N°745 août 2007.
- Jeune Afrique* n°2564 février-mars 2010.

Sources électroniques

- Baird, D. 2004. « The African Immigrant Folklife Study Project. »
 <Article disponible sur <http://www.folklife.si.edu/africa/about.htm>>. (consulté le 12 janvier 2010)

South African Government « The Nine New Provinces », Yearbook 1995, Pretoria,
May 2nd 1996

<Article disponible sur <http://www.mweb.co.za/govt/yrbook95/rainbow/provwc.html>>.
(consulté le 2 mars 2010)

South African Government « Education and Training », Yearbook 1995, Pretoria,
May 2nd 1996

<Article disponible sur <http://www.mweb.co.za/govt/yrbook95/educatio/present.html>>.
(consulté le 12 mars 2010)

Elie MAMBOU

Docteur en civilisation américaine

Qualifié aux fonctions de Maître de conférences

**Il est l'auteur d'un ouvrage qui s'intitule *De la Postcolonie au Nigeria*
(Malory)**

